

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE

F. 2003 — 1346

[C — 2003/11194]

27 FEVRIER 2003. — Loi portant modification de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 et de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations*

Art. 2. A l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, le 29^o est abrogé.

Art. 3. A l'article 15/6, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 29 avril 1999, les mots "qu'ils fournissent la preuve, selon les modalités définies par le Roi," sont supprimés.

Art. 4. A l'article 15/10 de la même loi, inséré par la loi du 29 avril 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1^o les §§ 1^{er} et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Après avis de la commission et délibération en Conseil des Ministres, le ministre fédéral qui a l'économie dans ses attributions peut fixer des prix maximaux pour la fourniture de gaz naturel à des clients finals et pour la part de la fourniture de gaz naturel aux entreprises de distribution destinée à l'approvisionnement des clients finaux qui n'ont pas la qualité de clients éligibles.

§ 2. Après avis de la commission et concertation avec les régions, le ministre fédéral qui a l'économie dans ses attributions peut, après délibération en Conseil des Ministres, fixer des prix maximaux par kWh, valables sur l'ensemble du territoire, pour la fourniture de gaz naturel à des clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire. Ces prix maximaux ne comprennent aucun montant forfaitaire ni aucune redevance.

Les entreprises de gaz assurent l'approvisionnement des clients protégés résidentiels aux prix maximaux fixés selon l'alinéa 1^{er} et tiennent une comptabilité séparée de cette activité.

Le coût réel net qui résulte de cette activité est financé par des surcharges appliquées sur les tarifs visés à l'article 15/5 ou par des prélèvements sur l'ensemble, ou des catégories objectivement définies, de consommateurs d'énergie ou d'opérateurs sur le marché.

Sur proposition de la commission, le Roi arrête les règles de la détermination de ce coût et d'intervention pour sa prise en charge au bénéfice des opérateurs du marché concernés. Son financement est organisé par un fonds, à gérer par la commission, selon les modalités fixées par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Tout arrêté établissant une surcharge ou un prélèvement visés à l'alinéa 3 est censé ne jamais avoir produit d'effets s'il n'a pas été confirmé par la loi dans les douze mois de sa date d'entrée en vigueur.

Les dispositions de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix sont applicables, à l'exception de l'article 2, § 4, dernier alinéa, et § 5, pour la fixation des prix maximaux visés au § 1^{er} et à l'alinéa 1^{er}. »

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

N. 2003 — 1346

[C — 2003/11194]

27 FEBRUARI 2003. — Wet tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 en van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen*

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door leidingen wordt het 29^o geschrapt.

Art. 3. In artikel 15/6, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 april 1999, worden de woorden "zij het bewijs leveren, volgens de nadere regels bepaald door de Koning, dat" opgeheven.

Art. 4. In artikel 15/10 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 april 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o §§ 1 en 2 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. Na advies van de commissie en beraadslaging in Ministerraad kan de federale minister bevoegd voor economie, maximumprijzen vaststellen voor de levering van aardgas aan eindafnemers en voor het aandeel van de aardgaslevering aan distributiebedrijven bestemd voor de bevoorrading van eindafnemers die geen in aanmerking komende afnemers zijn.

§ 2. Na advies van de commissie en overleg met de gewesten kan de federale minister bevoegd voor economie, na beraadslaging in Ministerraad, maximumprijzen vaststellen per kWh die op het gehele grondgebied gelden voor de levering van aardgas aan residentiële beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie. Deze maximumprijzen omvatten geen enkel forfaitair bedrag of vergoeding.

Gasondernemingen verzekeren de bevoorrading van residentiële beschermde klanten tegen de maximumprijzen bepaald krachtens het eerste lid en voeren een afzonderlijke boekhouding voor deze activiteit.

De reële nettokost die voortvloeit uit deze activiteit wordt gefinancierd door toeslagen op de tarieven bedoeld in artikel 15/5 of door heffingen op alle of objectief bepaalde categorieën van energieverbruikers of marktoperatoren.

Op voorstel van de commissie stelt de Koning de regels vast voor de bepaling van deze kost en de tussenkomst ten gunste van de betrokken marktoperatoren voor het ten laste nemen ervan. Zijn financiering wordt georganiseerd door een fonds onder beheer van de commissie, volgens de regels bepaald bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Elk besluit dat een toeslag of heffing zoals bedoeld in het derde lid invoert, wordt geacht nooit uitwerking te hebben gehad indien het niet bij wet is bekrachtigd binnen de twaalf maanden na de datum van zijn inwerkingtreding.

De bepalingen van de wet van 22 januari 1945 op de economische reglementering en de prijzen zijn van toepassing, met uitzondering van artikel 2, § 4, laatste lid, en § 5, voor de bepaling van de maximumprijzen bedoeld in paragraaf 1 en in het eerste lid. »

2° le § 3 est complété comme suit :

« 5° garantir, là où des réseaux de gaz naturel existent ou peuvent d'une façon économiquement raisonnable être développés, le droit à l'accès à l'énergie, bien de première nécessité, en veillant notamment à assurer, dans le cadre de l'ouverture du marché du gaz naturel à la concurrence, la continuité des avantages sociaux applicables à certaines catégories de consommateurs résidentiels en matière de raccordement et en matière tarifaire;

6° veiller à ce que les consommateurs finaux bénéficient des avantages qui résulteront de la politique d'amortissement pratiquée dans le système régulé;

7° assurer la transparence des termes tarifaires et favoriser les comportements de consommation rationnels. »

Art. 5. A l'article 15/11 de la même loi, inséré par la loi du 29 avril 1999 et modifié par la loi du 16 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° au texte actuel qui devient le § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

A. l'alinéa 1^{er}, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° imposer aux titulaires d'une autorisation de transport des obligations de service public en matière d'investissement, en faveur des clients n'ayant pas la qualité de client éligible, sur base d'une étude préalable des besoins relatifs à la capacité du réseau de transport de gaz naturel et dans la mesure où ces investissements sont économiquement justifiés; »

B. dans l'alinéa 2, le mot "six" est remplacé par le mot "douze";

C. le texte est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cadre de ce qui est déterminé à l'alinéa 1^{er}, le Roi tient compte du programme d'investissements contenu dans le plan indicatif d'approvisionnement visé à l'article 15/13, § 2, 3°. »

2° il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Les titulaires d'une autorisation de transport utilisent les capacités des installations de stockage existantes par priorité en faveur d'une entreprise de distribution ou d'un client n'ayant pas la qualité de client éligible. »

Art. 6. A l'article 15/13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 29 avril 1999 et modifié par la loi du 30 décembre 2001, les mots "du Comité de Contrôle," sont supprimés.

Art. 7. A l'article 15/14 de la même loi, inséré par la loi du 29 avril 1999 et modifié par la loi du 16 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, il est inséré un *3bis* et un *8bis* rédigés comme suit :

a) "*3bis*, assure le secrétariat du service de médiation conformément à l'article 27;"

b) "*8bis*, conformément à l'article 23*bis* de la loi du 29 avril 1999, veille à ce que les tarifications pour la fourniture de gaz naturel soient orientées dans le sens de l'intérêt général et, le cas échéant, contrôle les prix maximaux applicables à des clients finals et aux entreprises de distribution approvisionnant des clients finaux qui n'ont pas la qualité de client éligible;"

2° dans le § 2, le 10° est remplacé par la disposition suivante :

« 10° vérifie l'absence de subsides croisés entre catégories de clients qui n'ont pas la qualité de client éligible et entre ces catégories de clients et les clients éligibles; »

3° dans le § 2, 11°, le mot "libéralisé" est supprimé;

4° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Avant le 1^{er} mai de l'année suivant l'exercice concerné, la commission transmet au ministre un rapport portant sur :

1° l'exécution de ses missions;

2° § 3 wordt aangevuld als volgt :

« 5° het recht van toegang tot energie, goed van eerste levensbehoefte, wordt gewaarborgd daar waar aardgasnetten bestaan of op een economisch redelijke wijze ontwikkeld kunnen worden, waarbij in het bijzonder, in het kader van de openstelling van de aardgasmarkt voor concurrentie, de continuïteit van de sociale voordelen toepasbaar op bepaalde categorieën residentieële verbruikers inzake aansluitingen en tarieven wordt verzekerd;

6° erop wordt toegezien dat eindafnemers genieten van de voordelen die uit het afschrijvingsbeleid gevoerd in het gereguleerde systeem zullen voortvloeien;

7° de transparantie in termen van tarieven wordt gewaarborgd en de rationele consumptiegedragingen worden bevorderd. »

Art. 5. In Artikel 15/11 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 april 1999 en gewijzigd bij de wet van 16 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bestaande tekst die § 1 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. het eerste lid, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de houders van een vervoersvergunning openbare dienstverplichtingen opleggen inzake investeringen, ten gunste van afnemers die geen in aanmerking komende afnemers zijn, op basis van een voorafgaande studie met betrekking tot de capaciteit van het aardgasvervoersnet en in de mate dat deze investeringen economisch verantwoord zijn; »

B. in het tweede lid wordt het woord "zes" vervangen door het woord "twaalf";

C. de tekst wordt aangevuld met het volgende lid :

« In het kader van wat in het eerste lid wordt bepaald houdt de Koning rekening met het investeringsprogramma omvat in het indicatief plan bedoeld in artikel 15/13, § 2, 3°. »

2° er wordt een § 2 toegevoegd luidende :

« § 2. De houders van een vervoersvergunning gebruiken de capaciteiten van de bestaande opslaginstallaties bij voorrang ten gunste van een distributieonderneming of van een niet in aanmerking komende afnemer. »

Art. 6. In artikel 15/13, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 april 1999 en gewijzigd bij de wet van 30 december 2001, worden de woorden "het Controlecomité" geschrapt.

Art. 7. In artikel 15/14 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 april 1999 en gewijzigd bij de wet van 16 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, worden een *3bis* en een *8bis* ingevoegd luidende :

a) "*3bis*, het secretariaat van de ombudsdienst te verzekeren overeenkomstig artikel 27;"

b) "*8bis*, Overeenkomstig artikel 23*bis* van de wet van 29 april 1999 erop toezien dat de tarieven voor de levering van aardgas gericht zijn op het algemeen be lang en, in voorkomend geval, de maximumprijzen controleren die toepasselijk zijn op eindafnemers en op distributiebedrijven die eindafnemers, die geen in aanmerking komende afnemers zijn, bevoorraden;"

2° in § 2, wordt het 10° vervangen door de volgende bepaling :

« 10° de afwezigheid van kruissubsidies tussen categorieën van afnemers die geen in aanmerking komende afnemers zijn en tussen deze categorieën van afnemers en in aanmerking komende afnemers verifiëren; »

3° in § 2, 11°, wordt het woord "geliberaliseerde" geschrapt;

4° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Voor 1 mei van het jaar volgend op het betrokken boekjaar maakt de commissie aan de minister een verslag over met betrekking tot :

1° de uitvoering van haar opdrachten;

2° l'état de ses frais de fonctionnement et de leur mode de couverture, y compris une situation actif/passif;

3° l'évolution du marché du gaz naturel.

Le ministre communique ce rapport annuel aux chambres législatives fédérales et aux gouvernements de région. Il veille à une publication appropriée du rapport. »

Art. 8. Dans l'article 15/15, § 4, alinéa 3, de la même loi, inséré par la loi du 29 avril 1999 et modifié par les lois du 12 août 2000 et du 16 juillet 2001, le mot "six" est remplacé par le mot "douze".

Art. 9. Un article 15/16bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 15/16bis. Le service de médiation créé à l'article 27 de la loi du 29 avril 1999 peut être sollicité pour les différends entre les clients finals et les entreprises de fourniture ou de distribution. »

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980*

Art. 10. Les articles 170, 171 et 172 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, modifiés par l'arrêté royal n° 147 du 30 décembre 1982 et la loi du 29 avril 1999, sont abrogés.

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité*

Art. 11. A l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, modifié par la loi du 30 décembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un 4°bis, un 15°bis et un 15ter rédigés comme suit :

a) "4°bis "certificat vert" : bien immatériel attestant qu'un producteur a produit une quantité déterminée d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, au cours d'un intervalle de temps déterminé;"

b) "15°bis. "fournisseur" : toute personne physique ou morale qui vend de l'électricité à un ou des client(s) final(s); le fournisseur produit ou achète l'électricité vendue aux clients finals;"

c) "15ter. "entreprise d'électricité" : toute personne physique ou morale qui effectue la production, le transport, la distribution, la fourniture ou l'achat d'électricité ou plusieurs de ces activités, à l'exclusion des clients finals; »

2° au 16°, le mot ", fournisseur" est inséré entre le mot "distributeur" et le mot "ou intermédiaire";

3° le 27° est abrogé.

Art. 12. A l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots ", du comité de contrôle" sont supprimés.

Art. 13. A l'article 7 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots ", dont la mise en place d'un système d'octroi de certificats verts pour l'électricité produite conformément à l'article 6 ainsi que l'obligation de rachat à un prix minimal et de revente par le gestionnaire du réseau de certificats verts octroyés par les autorités fédérale ou régionales," sont insérés entre les mots "marché" et "en vue d'assurer";

2° dans l'alinéa 3, le mot "six" est remplacé par le mot "douze".

2° de staat van haar werkingskosten en de wijze waarop zij gedekt zijn, met inbegrip van een overzicht van activa/passiva;

3° de evolutie van de aardgasmarkt.

De minister maakt dat jaarverslag over aan de federale wetgevende kamers en aan de gewestregeringen. Hij zorgt voor een passende bekendmaking van het verslag. »

Art. 8. In artikel 15/15, § 4, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 april 1999 en gewijzigd bij de wetten van 12 augustus 2000 en 16 juli 2001, wordt het woord "zes" vervangen door het woord "twaalf".

Art. 9. In dezelfde wet wordt een artikel 15/16bis ingevoegd, luidende :

« Art.15/16bis. Op de ombudsdienst die is opgericht bij artikel 27 van de wet van 29 april 1999 kan een beroep worden gedaan voor geschillen tussen eindafnemers en leverings- of distributieondernemingen. »

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980*

Art. 10. De artikels 170, 171 en 172 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979- 1980, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 147 van 30 december 1982 en de wet van 29 april 1999, worden opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt*

Art. 11. In artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij de wet van 30 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een 4°bis, een 15°bis en 15ter worden ingevoegd die als volgt luiden :

a) "4°bis "groenestroomcertificaat" : een immaterieel goed dat aantoonst dat een producent een aangegeven hoeveelheid stroom geproduceerd met aanwending van hernieuwbare energiebronnen heeft opgewekt binnen een bepaalde tijdsduur;"

b) "15°bis. "leverancier" : elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die elektriciteit levert aan één of meerdere eindafnemers; de leverancier produceert of koopt de, aan de eindafnemers verkochte, elektriciteit;"

c) "15ter. "electriciteitsbedrijf" : elke natuurlijke of rechtspersoon die elektriciteit produceert, vervoert, verdeelt, levert of aankoopt of meerdere van deze werkzaamheden uitoefent, behalve eindafnemers; »

2° in het 16° wordt het woord ", leverancier" ingevoegd tussen het woord "distributeur" en de woorden "of tussenpersoon";

3° het 27° wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 3, § 1, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "van het Controlecomité" geschrapt.

Art. 13. In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden ", waaronder de instelling van een systeem voor de toekenning van groenestroomcertificaten voor elektriciteit geproduceerd overeenkomstig artikel 6 en de verplichting van de netbeheerder om groenestroomcertificaten afgeleverd door de federale en gewestelijke overheden aan te kopen tegen een minimumprijs en te verkopen," ingevoegd tussen het woord "vaststellen" en de woorden "voor een verzekerde afzet";

2° in het derde lid wordt het woord "zes" vervangen door het woord "twaalf".

Art. 14. A l'article 8 de la même loi modifié par la loi du 30 décembre 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° au texte actuel, qui devient le § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

A) dans l'alinéa 3, 3°, les mots "à assurer un équilibre permanent entre" sont remplacés par les mots ", avec les moyens dont il dispose, à assurer un équilibre permanent des flux d'électricité résultant de";

B) dans l'alinéa 3, 4°, les mots ", avec les moyens dont il dispose," sont insérés entre les mots "dans ce contexte" et les mots "veiller à la disponibilité";

2° il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Le gestionnaire du réseau peut exercer une activité commerciale, conformément à son objet social et dans le respect de la loi, au travers notamment de prises de participation dans des organismes, sociétés ou associations publics ou privés, existants ou à créer. Le développement de ces activités est cependant soumis aux conditions suivantes :

1° des activités hors de la gestion des réseaux électriques ne peuvent être exercées que sur le territoire belge;

2° des activités dans le secteur de la gestion des réseaux électriques hors du territoire belge peuvent être développées moyennant l'absence d'influence négative de ces activités sur les tâches confiées par la loi au gestionnaire du réseau. Cette absence d'influence négative est contrôlée par la commission.

Les activités visées au présent paragraphe font l'objet d'une comptabilisation séparée conformément à l'article 22. »

Art. 15. A l'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 16 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, le mot ", fournisseurs" est inséré entre le mot "distributeurs" et les mots "ou intermédiaires";

2° au § 2, 1°, le mot ", fournisseurs" est inséré entre le mot "intermédiaires" et les mots "ou propriétaires du réseau";

3° au § 2, 3°, le mot "fournisseurs" est inséré entre le mot "distributeurs" et le mot ", intermédiaires".

Art. 16. A l'article 11 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, 1°, entre les mots "lignes directes," et les mots "ainsi que", les mots "délais de raccordement, ainsi que les modalités techniques permettant au gestionnaire du réseau d'avoir accès aux installations des utilisateurs et de prendre ou de faire prendre des mesures relatives à celles-ci lorsque la sécurité ou la fiabilité technique du réseau l'impose;" sont insérés;

2° à l'alinéa 2, le 5° est complété par les mots ", en ce compris les données relatives au plan de développement;"

3° l'alinéa 2 est complété par un 7°, libellé comme suit :

« 7° les dispositions en matière d'information ou d'approbation préalable par la commission de règles opérationnelles, conditions générales, contrat-types, formulaires ou procédures applicables au gestionnaire du réseau et, le cas échéant, aux utilisateurs; »

4° cet article est complété par un troisième alinéa, rédigé comme suit :

« En conformité avec le règlement technique, les contrats du gestionnaire du réseau relatifs à l'accès au réseau précisent les modalités d'application de celui-ci pour les utilisateurs du réseau, distributeurs ou intermédiaires de manière non discriminatoire. »

Art. 17. A l'article 13, § 1^{er}, de la même loi, les mots ", du comité de contrôle" sont supprimés.

Art. 14. In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bestaande tekst, die § 1 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het derde lid, 3°, worden de woorden "teneinde een permanent evenwicht te waarborgen tussen" vervangen door de woorden ", met de middelen waarover hij beschikt, een permanent evenwicht van de elektriciteitsstromen waarborgen dat volgt uit";

B) in het derde lid, 4°, worden de woorden "met de middelen waarover hij beschikt," ingevoegd tussen de woorden "in dit verband," en de woorden "toe te zien op de beschikbaarheid";

2° er wordt een § 2 toegevoegd, luidende :

« § 2. De netbeheerder mag overeenkomstig zijn maatschappelijk doel en met inachtnaam van de wet, een handelsactiviteit uitoefenen die meer bepaald beoogt een deelneming te bezitten in bestaande of toekomstige, publieke of private instellingen, vennootschappen of verenigingen. De ontwikkeling van deze activiteiten is echter onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1° activiteiten buiten het beheer van elektriciteitsnetten kunnen enkel op Belgisch grondgebied ontwikkeld worden;

2° activiteiten binnen het beheer van elektriciteitsnetten maar buiten het Belgische grondgebied kunnen ontwikkeld worden indien zij geen negatieve invloed hebben op de taken die bij wet toevertrouwd worden aan de netbeheerder. De afwezigheid van een negatieve invloed wordt gecontroleerd door de commissie.

De activiteiten beoogd in onderhavige paragraaf worden ondergebracht in een afzonderlijke boekhouding overeenkomstig artikel 22. »

Art. 15. In artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 16 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het woord ", leveranciers" ingevoegd tussen het woord "distributeurs" en de woorden "of tussenpersonen";

2° in § 2, 1° wordt het woord ", leveranciers" ingevoegd tussen het woord "tussenpersonen" en de woorden "of neteigenaars";

3° in § 2, 3° wordt het woord ", leveranciers" ingevoegd tussen het woord "distributeurs" en het woord "tussenpersonen".

Art. 16. Artikel 11 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid, 1°, worden tussen de woorden "directe lijnen," en het woord "alsook", de woorden "de aansluitingstermijnen evenals de technische modaliteiten die de netbeheerder toelaten toegang te hebben tot de installaties van de gebruikers en maatregelen te nemen of te laten nemen met betrekking hiertoe indien de veiligheid of de technische betrouwbaarheid van het net dit vereist; ingevoegd;"

2° in het tweede lid, 5°, worden de woorden ", de gegevens van het ontwikkelingsplan inbegrepen" ingevoegd tussen de woorden "de netbeheerder" en de woorden "moeten verstrekken;"

3° het tweede lid wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt :

« 7° de bepalingen op het gebied van informatie of van voorafgaande goedkeuring door de commissie van operationele regels, algemene voorwaarden, type-overeenkomsten, formulieren of procedures toepasbaar op de netbeheerder en, in voorkomend geval, op de gebruikers; »

4° dit artikel wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

« Overeenkomstig het technisch reglement, verduidelijken de contracten van de netbeheerder met betrekking tot de toegang tot het net de toepassingsmodaliteiten hiervan voor de gebruikers van het net, de distributeurs of de tussenpersonen op een niet discriminatoire manier. »

Art. 17. In artikel 13, § 1, van dezelfde wet worden de woorden "van het Controlecomité" geschrapt.

Art. 18. A l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2, première phrase de la même loi, les mots "l'accès au" sont insérés entre les mots "ne peut refuser" et le mot "réseau".

Art. 19. A l'article 16, § 2, de la même loi, les mots "qu'ils fournissent la preuve, selon les modalités définies par le Roi" sont supprimés.

Art. 20. A l'article 18 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice de l'application de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, après avis de la commission, le Roi peut :

1° soumettre les fournitures d'électricité effectuées en Belgique au moyen du réseau de transport par des intermédiaires et fournisseurs à une procédure d'autorisation ou de déclaration préalable;

2° arrêter des règles de conduite applicables aux intermédiaires et fournisseurs;

3° déterminer, sur proposition conjointe du ministre et du ministre des finances, après avis de la commission et de la commission bancaire et financière et délibération en Conseil des Ministres, les règles relatives à l'établissement, à l'accès et au fonctionnement de marchés d'échange de blocs d'énergie. »

2° dans l'alinéa 3, sont insérés :

a) les mots "règles et" entre les mots "Les" et "règles de conduite";

b) les mots "transaction et de" entre les mots "conditions de" et "fourniture".

Art. 21. A l'article 20 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les §§ 1^{er} et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Après avis de la commission et délibération en Conseil des ministres, le ministre fédéral qui a l'économie dans ses attributions peut fixer des prix maximaux pour la fourniture d'électricité à des clients finals et pour la part de la fourniture d'électricité aux distributeurs destinée à approvisionner des clients finals n'ayant pas la qualité de client éligible.

§ 2. Après avis de la commission et concertation avec les régions, le ministre fédéral qui a l'économie dans ses attributions peut, après délibération en Conseil des ministres, fixer des prix maximaux par kWh, valables pour l'ensemble du territoire, pour la fourniture d'électricité à des clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire. Ces prix maximaux ne comprennent aucun montant forfaitaire ni aucune redevance.

Les entreprises d'électricité assurent l'approvisionnement des clients protégés résidentiels aux prix maximaux fixés selon l'alinéa 1^{er} et tiennent une comptabilité séparée de cette activité.

Le coût réel net qui résulte de cette activité est financé par des surcharges appliquées sur les tarifs visés à l'article 12 ou par des prélèvements sur l'ensemble, ou des catégories objectivement définies, de consommateurs d'énergie ou d'opérateurs sur le marché. Sur proposition de la commission, le Roi arrête les règles de détermination de ce coût et de l'intervention pour sa prise en charge au bénéfice des opérateurs du marché concernés. Son financement est organisé par un fonds, à gérer par la commission, selon les modalités fixées par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Tout arrêté établissant une surcharge ou un prélèvement visés à l'alinéa 3 est censé ne jamais avoir produit d'effets s'il n'a pas été confirmé par la loi dans les douze mois de sa date d'entrée en vigueur.

Les dispositions de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix sont applicables, à l'exception de l'article 2, § 4, dernier alinéa, et § 5, pour la fixation des prix maximaux visés aux § 1^{er} et à l'alinéa 1^{er}.

2° le § 3 est complété comme suit :

« 4° garantir le droit à l'accès à l'énergie, bien de première nécessité, en veillant notamment à assurer, dans le cadre de l'ouverture du marché de l'électricité à la concurrence, la continuité des avantages sociaux applicables à certaines catégories de consommateurs résidentiels en matière de raccordement et en matière tarifaire;

Art. 18. In artikel 15, § 1, tweede lid, eerste zin van dezelfde wet, in de Franstalige tekst worden de woorden "l'accès au" ingevoegd tussen de woorden "ne peut refuser" en "réseau".

Art. 19. In artikel 16, § 2, van dezelfde wet worden de woorden "zij het bewijs leveren, volgens de nadere regels bepaald door de Koning" geschrapt.

Art. 20. In artikel 18 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Onverminderd de toepassing van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, kan de Koning, na advies van de commissie :

1° de leveringen van elektriciteit in België langs het transmissienet door tussenpersonen en leveranciers aan een procedure van vergunning of voorafgaande melding onderwerpen;

2° gedragsregels vaststellen die van toepassing zijn op de tussenpersonen en leveranciers;

3° op gezamenlijk voorstel van de minister en de minister van financiën na advies van de commissie en de commissie voor het bank- en financieewezen en na beraadslaging in Ministerraad, de regels vaststellen betreffende de oprichting van, de toegang tot en de functionering van markten voor de uitwisseling van energieblokken. »

2° in het derde lid wordt het volgende ingevoegd :

a) de woorden "regels en" tussen de woorden "De" en "gedragsregels";

b) de woorden "transactie- en" vóór het woord "leveringsvoorwaarden".

Art. 21. In artikel 20 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § § 1 en 2 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. Na advies van de commissie en beraadslaging in Ministerraad kan de federale minister bevoegd voor economie de maximumprijzen vaststellen voor de levering van elektriciteit aan eindafnemers en voor het aandeel van de elektriciteitslevering aan distributeurs bestemd voor de bevoorrading van eindafnemers die geen in aanmerking komende afnemers zijn.

§ 2. Na advies van de commissie en overleg met de gewesten kan de federale minister bevoegd voor economie, na beraadslaging in Ministerraad, maximumprijzen vaststellen per kWh geldig voor het gehele grondgebied, voor de levering van elektriciteit aan residentiële beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie. Deze maximumprijzen omvatten geen enkel forfaitair bedrag en geen enkele vergoeding.

De elektriciteitsbedrijven verzekeren de bevoorrading van residentiële beschermde klanten tegen de maximumprijzen bepaald krachtens het eerste lid en voeren een afzonderlijke boekhouding voor deze activiteit.

De reële nettokost die voortvloeit uit deze activiteit wordt gefinancierd door toeslagen op de tarieven bedoeld in artikel 12 of door heffingen op alle of objectief bepaalde categorieën van energieverbruikers of marktoperatoren. Op voorstel van de commissie stelt de Koning de regels vast voor de bepaling van deze kost en de tussenkomst ten gunste van de betrokken marktoperatoren voor het ten laste nemen ervan. Zijn financiering wordt georganiseerd door een fonds onder beheer van de commissie, volgens de regels bepaald bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Elk besluit dat een toeslag of heffing zoals bedoeld in het derde lid invoert, wordt geacht nooit uitwerking te hebben gehad indien het niet bij wet is bekrachtigd binnen de twaalf maanden na de datum van zijn inwerkingtreding.

De bepalingen van de wet van 22 januari 1945 op de economische reglementering en de prijzen zijn van toepassing, met uitzondering van artikel 2, § 4, laatste lid, en § 5, voor de bepaling van de maximumprijzen bedoeld in paragraaf 1 en in het eerste lid. »

2° paragraaf 3 wordt aangevuld als volgt :

« 4° het recht van toegang tot energie, goed van eerste levensbehoefte, wordt gewaarborgd, waarbij in het bijzonder, in het kader van de openstelling van de elektriciteitsmarkt voor concurrentie, de continuïteit van de sociale voordelen toepasbaar op bepaalde categorieën residentiële verbruikers inzake aansluitingen en tarieven wordt verzekerd;

5° veiller à ce que les consommateurs finaux bénéficient des avantages qui résulteront de la politique d'amortissement pratiquée dans le système régulé;

6° assurer la transparence des termes tarifaires et favoriser les comportements de consommation rationnels. »

3° au § 4, les termes "sur recommandation du comité de contrôle" sont remplacés par "après avis de la commission".

Art. 22. A l'article 21 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 1°, de la même loi, le mot ", fournisseurs" est inséré entre le mot "intermédiaires" et les mots "et gestionnaire du réseau";

2° dans l'alinéa 3, le mot "six" est remplacé par le mot "douze".

Art. 23. A l'article 22, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 16 juillet 2001, le mot ", fournisseur" est inséré entre le mot "distributeurs" et les mots "et intermédiaires".

Art. 24. A l'article 23 de la même loi, modifié par la loi du 16 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 2, il est inséré un 3° bis, un 12° bis et un 14° bis rédigés comme suit :

a) "3° bis assure le secrétariat du service de médiation conformément à l'article 27;"

b) "12° bis contrôle les mesures arrêtées en application de l'article 7;"

c) "14° bis veille à ce que les tarifications pour la fourniture d'électricité soient orientées dans le sens de l'intérêt général et s'intègrent dans la politique énergétique globale et, le cas échéant, contrôle les prix maximaux applicables à des clients finals et aux distributeurs approvisionnant des clients finals qui n'ont pas la qualité de client éligible;"

2° dans le § 2, alinéa 2, le 16° est remplacé par la disposition suivante:

« 16° vérifie l'absence de subsides croisés entre catégories de clients qui n'ont pas la qualité de client éligible et entre ces catégories de clients et les clients éligibles; »

3° dans le § 2, alinéa 2, 17°, le mot "libéralisé" est supprimé.

4° le § 2, alinéa 2, est complété comme suit :

« 18° vérifie l'absence de subsides croisés lorsque le gestionnaire du réseau fait application de l'article 8, § 2; »

5° dans le § 2, dernier alinéa, les mots "et ses propositions" sont insérés entre les mots "ses avis" et "dans les quarante jours civils";

6° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Avant le 1^{er} mai de l'année suivant l'exercice concerné, la commission transmet au ministre un rapport portant sur :

1° l'exécution de ses missions;

2° l'état de ses frais de fonctionnement et de leur mode de couverture, y compris une situation actif/passif;

3° l'évolution du marché de l'électricité.

Le ministre communique ce rapport annuel aux chambres législatives fédérales et aux gouvernements de région. Il veille à une publication appropriée du rapport. »

Art. 25. Il est inséré à la même loi un article 23bis, libellé comme suit :

« Art. 23bis. § 1^{er}. La commission est chargée de veiller à ce que la situation technique et tarifaire des secteurs du gaz naturel et de l'électricité ainsi que l'évolution de celle-ci soient orientées dans le sens de l'intérêt général et s'intègrent dans la politique énergétique globale.

§ 2. Afin de rencontrer l'objectif général précité et d'accomplir les tâches spécifiques liées à cet objectif, la commission a les pouvoirs et droits décrits ci-après :

- obtenir des producteurs, distributeurs, intermédiaires et fournisseurs, tout renseignement, y compris des renseignements particuliers aux entreprises, sur les matières relevant de sa compétence et de sa mission;

- obtenir de ceux-ci des rapports sur leurs activités ou certains aspects de celles-ci;

5° erop wordt toegezien dat eindafnemers genieten van de voordelen die uit het afschrijvingsbeleid gevoerd in het gereguleerde systeem zullen voortvloeien;

6° de transparantie in termen van tarieven wordt gewaarborgd en de rationele consumptiegedragingen worden bevorderd. »

3° in § 4, worden de termen "op aanbeveling van het controlecomité" vervangen door "na advies van de commissie".

Art. 22. In artikel 21 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, wordt het woord "leveranciers" ingevoegd tussen het woord "tussenpersonen" en de woorden "en netbeheerder";

2° in het derde lid wordt het woord "zes" vervangen door het woord "twaalf".

Art. 23. In artikel 22, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 16 juli 2001, wordt het woord "leveranciers" ingevoegd tussen het woord "distributeurs" en de woorden "en tussenpersonen".

Art. 24. In artikel 23 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 16 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, tweede lid, worden een 3° bis, 12° bis en een 14° bis ingevoegd die luiden als volgt :

a) "3° bis het secretariaat van de ombudsdienst verzekeren overeenkomstig artikel 27;"

b) "12° bis de maatregelen vastgesteld in toepassing van artikel 7 controleren;"

c) "14° bis erop toezien dat de tarifiering voor de levering van elektriciteit gericht is op het algemeen belang en zich in het globale energiebeleid integreert en, in voorkomend geval, de maximumprijzen controleren die toepasselijk zijn op eindafnemers en distributeurs die eindafnemers die geen in aanmerking komende afnemers zijn bevoorraden;"

2° in § 2, tweede lid, wordt het 16° vervangen door de volgende bepaling :

« 16° de afwezigheid van kruissubsidies tussen categorieën van afnemers die geen in aanmerking komende afnemers zijn en tussen deze categorieën van afnemers en de in aanmerking komende afnemers controleren; »

3° in § 2, tweede lid, 17°, wordt de term "vrijgemaakte" geschrapt.

4° § 2, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

« 18° controleert de afwezigheid van kruissubsidies wanneer de netbeheerder artikel 8, § 2 toepast; »

5° in het laatste lid van § 2 worden de woorden "en haar voorstellen" ingevoegd tussen de woorden "haar adviezen" en "binnen de veertig kalenderdagen";

6° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Vóór 1 mei van het jaar volgend op het betrokken boekjaar maakt de commissie aan de minister een verslag over met betrekking tot :

1° de uitvoering van haar opdrachten;

2° de staat van haar werkingskosten en de wijze waarop zij gedekt zijn, met inbegrip van een overzicht van activa/passiva;

3° de evolutie van de elektriciteitsmarkt.

De minister maakt dat jaarverslag over aan de federale wetgevende kamers en aan de gewestregeringen. Hij zorgt voor een passende bekendmaking van het verslag. »

Art. 25. In dezelfde wet wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 23bis. § 1. De commissie moet erop toezien dat de technische en tarifaire situatie van de aardgas- en elektriciteitssector alsook de evolutie ervan gericht zijn op het algemeen belang en dat zij zich in het globale energiebeleid integreren.

§ 2. Teneinde de bovenvermelde algemene doelstelling te behalen en de specifieke taken verbonden met deze doelstelling te vervullen, heeft de commissie de volgende machten en rechten :

- het verkrijgen vanwege de producenten, distributeurs, tussenpersonen en leveranciers van alle nodige inlichtingen met inbegrip van inlichtingen specifiek voor bedrijven over materies die onder haar bevoegdheden en opdracht vallen;

- het verkrijgen, vanwege deze laatsten, van rapporten over hun activiteiten of bepaalde aspecten ervan;

– obtenir de ceux-ci des études sur tout sujet relatif à sa compétence tarifaire à l'égard des clients finals qui n'ont pas la qualité de client éligible.

La commission a notamment pour mission de formuler des avis dans le cadre de l'application de la politique en matière d'électricité et de gaz.

§ 3. Les biens et documents dont le comité de contrôle est titulaire sont transférés à la commission à partir du 1^{er} juillet 2003. »

Art. 26. À l'article 24 de la même loi, modifié par la loi du 16 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 3, alinéa 1^{er}, les mots "des distributeurs" sont remplacés par les mots "des gestionnaires des réseaux de distribution, des intermédiaires, des fournisseurs";

2° le § 3, alinéa 2, 4°, est abrogé.

Art. 27. A l'article 25 de la même loi, modifié par la loi du 12 août 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1^{er}, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° une direction du contrôle des prix et des comptes, responsable notamment des matières visées à l'article 23, § 2, alinéa 2, 12° bis à 16° et 18°; »

2° il est ajouté un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. La commission désigne, moyennant l'accord du ministre, un réviseur d'entreprises. Ce réviseur d'entreprises ne peut exercer de fonction auprès du gestionnaire de réseau, des gestionnaires de réseau de distribution ainsi que des producteurs, distributeurs et intermédiaires.

Le réviseur d'entreprises désigné conformément à l'alinéa 1^{er} vérifie la situation financière et les comptes annuels de la commission ainsi que la régularité, au regard de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, de la présente loi et de leurs arrêtés d'exécution, des opérations à constater dans les comptes annuels.

Le projet de budget de la commission est établi par le comité de direction et est soumis pour approbation au Conseil des ministres avant le 30 octobre de l'année précédant celle auquel il se rapporte.

La commission communique les comptes annuels, accompagnés du rapport du réviseur d'entreprises établi sur la base de l'alinéa 2, au ministre, avant le 1^{er} mai de l'année suivant l'exercice concerné. »

Art. 28. A l'article 26 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, le mot "fournisseurs" est inséré entre les mots "distributeurs" et "intermédiaires";

2° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« A partir du 1^{er} janvier 2003, la commission peut également requérir de ceux-ci et du comité de contrôle de l'Electricité et du Gaz, sans préjudice des missions dévolues à ce dernier, les informations utiles à la préparation de sa politique tarifaire dans le cadre de l'application de la mission qui lui est assignée à l'article 23, 14° bis, 15° et 16°; »

3° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots "des régions et" sont insérés entre les mots "autorités compétentes" et "d'autres Etats membres";

4° le § 3 est abrogé.

– het verkrijgen, vanwege deze laatsten, van studies over haar bevoegdheid inzake tarieven ten aanzien van eindafnemers die geen in aanmerking komende afnemers zijn.

De commissie heeft met name als opdracht het formuleren van adviezen in verband met de toepassing van het elektriciteits- en gasbeleid.

§ 3. De goederen en documenten waarvan het comité houder is worden overgedragen aan de commissie vanaf 1 juli 2003. »

Art. 26. In artikel 24 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 16 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, eerste lid, wordt het woord "distributeurs" vervangen door de woorden "distributienetbeheerders, tussenpersonen, leveranciers";

2° § 3, tweede lid, 4°, wordt opgeheven.

Art. 27. In artikel 25 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1°, § 1, 3°, wordt vervangen als volgt :

« 3° een directie voor de controle op de prijzen en de rekeningen die inzonderheid verantwoordelijk is voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 23, § 2, tweede lid, 12° bis tot 16 en 18; »

2° er wordt een § 5 toegevoegd, luidende :

« § 5. De commissie duidt, mits instemming van de minister, een bedrijfsrevisor aan. Deze bedrijfsrevisor mag geen functie vervullen bij de netbeheerder, de distributienetbeheerders alsook bij de producenten, distributeurs en tussenpersonen.

De bedrijfsrevisor aangeduid overeenkomstig eerste lid controleert de financiële toestand en de jaarrekeningen van de commissie alsook de regelmatigheid van de verrichtingen te constateren in de jaarrekeningen ten aanzien van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidings, van deze wet en van hun uitvoeringsbesluiten.

Het ontwerp van begroting van de commissie wordt opgemaakt door het directiecomité en vóór 30 oktober van het jaar voorafgaand waarop ze betrekking heeft, voorgelegd ter goedkeuring aan de Ministerraad.

De jaarrekeningen, vergezeld van het verslag van de bedrijfsrevisor opgesteld op basis van het tweede lid, worden door de commissie meegedeeld aan de minister, vóór 1 mei van het jaar volgend op het betrokken boekjaar. »

Art. 28. In artikel 26 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het woord ", leveranciers" ingevoegd tussen het woord "distributeurs" en de woorden "en tussenpersonen";

2° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Vanaf 1 januari 2003, kan de commissie ook van hen en van het controlecomité voor de Elektriciteit en het Gas, onverminderd de opdrachten die aan deze laatste toegewezen worden, de informatie vorderen die nodig is voor de voorbereiding van haar tarievenbeleid in het kader van de toepassing van de haar in artikel 23, punten 14° bis, 15 en 16 toegewezen opdracht; »

3° in § 2, eerste lid, worden de woorden "gewesten en" ingevoegd tussen de woorden "bevoegde instanties van" en de woorden "andere lid-Staten";

4° § 3 wordt opgeheven.

Art. 29. L'article 27 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 27. § 1^{er}. Il est créé au sein de la commission un service de médiation compétent pour tout différend entre un client final et un producteur, distributeur, fournisseur ou intermédiaire..

Le service de médiation a les missions suivantes :

1° examiner toutes les plaintes des clients finals ayant trait aux activités des entreprises visées à l'alinéa 1^{er};

Les plaintes des utilisateurs finals ne sont recevables que lorsque le plaignant a entamé une démarche préalable auprès de l'entreprise concernée. Le service de médiation peut refuser de traiter une réclamation lorsque la plainte y afférente a été introduite auprès de l'entreprise concernée plus d'un an auparavant;

2° s'entremettre pour faciliter un compromis à l'amiable entre le client final et le producteur, distributeur, fournisseur ou intermédiaire;

3° émettre une recommandation au producteur, distributeur, fournisseur ou intermédiaire, au cas où un compromis à l'amiable ne peut être trouvé; une copie de la recommandation est adressée au plaignant;

4° se prononcer en tant qu'arbitre dans tout différend, à l'exception de ceux visés par les articles 28 et 29, que le producteur, distributeur, fournisseur ou intermédiaire et le client final soumettent à un tel arbitrage sur base d'une convention d'arbitrage conclue entre le service de médiation et l'entreprise concernée, après la naissance du différend, pour autant que le client final accepte de recourir à l'arbitrage après la naissance de ce différend; le service de médiation ne peut arbitrer les différends portant sur des montants supérieurs à 5.000 euros, ce dernier montant étant liés à l'indice des prix à la consommation;

5° orienter au mieux de leur intérêt les clients finals qui s'adressent à lui par écrit ou oralement;

6° émettre, de sa propre initiative ou à la demande du ministre ou de la commission, des avis dans le cadre de ses missions.

Au cas où un producteur, distributeur, fournisseur ou intermédiaire ne suit pas la recommandation visée au 3° du présent paragraphe, il dispose d'un délai de 20 jours ouvrables pour justifier sa décision. La décision motivée est envoyée au plaignant et au service de médiation.

§ 2. Le service de médiation peut, dans le cadre d'une plainte dont il est saisi, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures du producteur, distributeur, fournisseur ou intermédiaire ayant trait directement à l'objet de la plainte. Il peut requérir des administrateurs, des agents et des préposés du producteur, distributeur ou intermédiaire toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui sont nécessaires pour son examen.

L'information ainsi obtenue est traitée par le service de médiation comme confidentielle, lorsque la divulgation pourrait nuire au producteur, distributeur, fournisseur ou intermédiaire sur un plan général.

Dans les limites de ses attributions, le service de médiation ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.

§ 3. Le service de médiation est composé de deux membres nommés par le Roi pour un terme renouvelable de cinq ans. Ils appartiennent à un rôle linguistique différent. Le service de médiation agit en tant que collègue. Néanmoins, les médiateurs peuvent s'accorder des délégations par décision collégiale approuvée par le ministre.

Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi définit les règles d'incompatibilité avec le mandat de membre du service de médiation, les conditions minimales de moralité et de compétence et les règles applicables en matière de conflit d'intérêt. Le ministre arrête les principes de base relatifs à leur rémunération.

Les membres du service de médiation ne peuvent être révoqués que pour juste motif.

§ 4. Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi fixe les règles relatives au fonctionnement du service de médiation.

La surcharge visée à l'article 25, § 3, couvre également les frais de fonctionnement de la commission et du service de médiation. Le montant des frais de fonctionnement du service de médiation est fixé par arrêté délibéré en conseil des ministres, sur base d'une proposition de budget établie par les médiateurs et après avis du conseil général de la commission.

Art. 29. Artikel 27 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 27. § 1. In de schoot van de commissie wordt een ombudsdienst opgericht die bevoegd is voor alle geschillen tussen een eindafnemer en een producent, distributeur, leverancier of tussenpersoon.

De ombudsdienst is belast met de volgende opdrachten :

1° alle klachten van eindafnemers te onderzoeken die betrekking hebben op de activiteiten van de bedrijven bedoeld in het eerste lid;

De klachten van de eindgebruikers zijn slechts ontvankelijk wanneer de aanklager voorafgaandelijk bij de betrokken onderneming stappen heeft ondernomen. De ombudsdienst mag weigeren een klacht te behandelen wanneer die klacht meer dan één jaar voordien werd ingediend bij de betrokken onderneming;

2° te bemiddelen om gemakkelijker tot een minnelijke schikking te komen tussen de eindafnemer en de producent, distributeur, leverancier of tussenpersoon;

3° een aanbeveling over te maken aan de producent, distributeur, leverancier of tussenpersoon ingeval geen minnelijke schikking kan worden bereikt; een afschrift van de aanbeveling wordt naar de aanklager gestuurd;

4° als scheidsrechter uitspraak te doen voor elk geschil, uitgezonderd deze bedoeld in artikelen 28 en 29, voorgelegd door de producent, distributeur, leverancier of tussenpersoon en de eindafnemer aan een dergelijke arbitrage op basis van een arbitrageovereenkomst gesloten tussen de ombudsdienst en de betrokken onderneming, na het ontstaan van het geschil, voorzover de eindafnemer aanvaardt een beroep te doen op arbitrage na het ontstaan van het geschil; de ombudsdienst kan geschillen over een bedrag groter dan 5.000 euro, niet beslechten : dit laatste bedrag is verbonden met het indexcijfer van de consumptieprijzen;

5° de eindgebruikers die zich schriftelijk of mondeling tot de dienst richten zo goed mogelijk voorlichten over hun belangen;

6° op eigen initiatief of op verzoek van de minister of van de commissie, adviezen uitbrengen in het kader van zijn opdrachten.

Ingeval een producent, distributeur, leverancier of tussenpersoon de aanbeveling bedoeld in 3° van deze paragraaf niet naleeft, beschikt hij over een termijn van 20 werkdagen om zijn beslissing te verantwoorden. De met redenen omklede beslissing wordt verzonden aan de aanklagende partij en aan de ombudsdienst.

§ 2. De ombudsdienst kan, in het kader van een bij hem ingediende klacht, kennis nemen, zonder verplaatsing, van de boeken, briefwisseling, verslagen en, in het algemeen, van alle documenten en alle geschriften van de producent, distributeur, leverancier of tussenpersoon die rechtstreeks te maken hebben met het voorwerp van de klacht. De dienst kan van de bestuurders, agenten en aangestelden van de producent, leverancier of tussenpersoon alle nodige uitleg en informatie vorderen en alle verificaties uitvoeren die nodig zijn voor zijn onderzoek.

De verkregen informatie wordt op een vertrouwelijke manier door de ombudsdienst behandeld, wanneer de bekendmaking ervan schade zou kunnen toebrengen aan de producent, distributeur, leverancier of tussenpersoon op algemeen vlak.

Binnen de grenzen van zijn bevoegdheden krijgt de ombudsdienst instructies van geen enkele overheid.

§ 3. De ombudsdienst bestaat uit twee leden die door de Koning benoemd zijn voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar. Zij behoren tot een verschillende taalrol. De ombudsdienst handelt als college. Niettemin mogen de bemiddelaars elkaar onderling delegaties verlenen via een collegiale beslissing goedgekeurd door de minister.

Bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaalt de Koning de onverenigbaarheidsregels van het mandaat van lid van de ombudsdienst, de minimumvoorwaarden inzake moraliteit en competentie en de regels van toepassing inzake belangenconflicten. De minister stelt de basisprincipes van hun vergoeding vast.

De leden van de ombudsdienst kunnen enkel om gewettigde reden ontslagen worden.

§ 4. Bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaalt de Koning de regels betreffende de werking van de ombudsdienst.

De toeslag bedoeld in artikel 25, § 3, dekt ook de werkingskosten van de commissie en van de ombudsdienst. Het bedrag van de werkingskosten van de ombudsdienst wordt bij een in ministerraad overlegd besluit vastgelegd, op basis van een begrotingsvoorstel opgesteld door de bemiddelaars en na advies van de algemene raad van de commissie.

De même, le montant de la surcharge appliquée en vertu de l'article 25, § 3, est établi sur base d'une proposition de budget établie par la commission.

Les médiateurs soumettent chaque année le projet de budget du service de médiation à l'avis du conseil général de la commission.

Chaque année, le service de médiation fait rapport de ses activités. Le rapport fait état notamment des différentes plaintes ou types de plaintes et de la suite donnée à ces plaintes, sans identifier directement ou indirectement les plaignants. Le rapport est communiqué au ministre et aux Chambres législatives, ainsi qu'à la commission. Il est mis à la disposition du public. »

Art. 30. L'article 37 de la même loi est abrogé.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 31. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003, à l'exception :

- des articles 5, 11, 13, 15, 16, 18, 20, 22, 23 et 28, qui entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge*;
- de l'article 27, 2^o, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003;
- et des articles 3 et 19 dont la date d'entrée en vigueur est fixée par le Roi.

Bruxelles, le 27 février 2003.

Le président de la Chambre des représentants,
H. DE CROO

Le greffier de la Chambre des représentants,
F. GRAULICH

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaire. — Projet de loi, n° 50-2208/1. — Amendements, n°s 50-2208/2 et 3. — Rapport, n° 50-2208/4. — Texte adopté par la commission, n° 50-2208/5.

Compte rendu intégral : 26 et 27 février 2003.

Evenzo wordt het bedrag van de toeslag toegepast krachtens artikel 25, § 3, vastgesteld op basis van een begrotingsvoorstel opgesteld door de commissie.

De bemiddelaars leggen elk jaar het ontwerp van begroting van de ombudsdienst voor advies voor aan de algemene raad van de commissie.

Elk jaar brengt de ombudsdienst verslag uit over zijn activiteiten. Het verslag vermeldt inzonderheid de verschillende klachten of typen klachten en het gevolg dat werd gegeven aan die klachten, zonder de aanklagers rechtstreeks of onrechtstreeks te identificeren. Het verslag wordt meegedeeld aan de minister, de Wetgevende Kamers en aan de commissie. Het wordt ter beschikking gesteld van het publiek. »

Art. 30. Artikel 37 van dezelfde wet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

Art. 31. Deze wet treedt in werking op 1 juli 2003, met uitzondering van :

- artikelen 5, 11, 13, 15, 16, 18, 20, 22, 23 en 28, die in werking treden op de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*;
- artikel 27, 2^o, dat in werking treedt op 1 januari 2003;
- en artikelen 3 en 19 waarvan de datum van inwerkingtreding door de Koning wordt bepaald.

Brussel, 27 februari 2003.

De voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers,
H. DE CROO

De griffier van de Kamer van volksvertegenwoordigers,
F. GRAULICH

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Kamers van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 50-2208/1. — Amendementen, nrs. 50-2208/2 en 3. — Verslag, nr. 50-2208/4. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-2208/5.

Integraal verslag : 26 en 27 februari 2003.